

ma disposition cet après-midi, il y a une question particulière que j'aimerais aborder, soit celle d'un réseau national d'énergie. Un ou deux orateurs en ont déjà parlé, mais il s'agit là, selon moi, d'un des plus importants domaines que le gouvernement et le ministre directement intéressé ont négligé.

Je songe à un réseau qui couvrirait le Canada d'un océan à l'autre, ce qui est sensé. Nous parlons de l'aménagement d'un tel réseau depuis bon nombre d'années et nous avons bien le droit de demander ce qui retarde l'exécution du projet, ce que le gouvernement ou le ministre et ses fonctionnaires font pour assurer l'aménagement d'un tel réseau.

Nous venons d'entendre un intéressant discours sur l'énergie marémotrice qu'on pourrait produire dans la baie de Fundy. L'utilisation la plus rationnelle de cette énergie serait de l'inclure dans un réseau national. Comme les députés le savent, le Canada compte plusieurs fuseaux horaires. Ils savent aussi que la production d'énergie électrique doit être suffisante pour répondre aux besoins en périodes de pointe, c'est ce qui rend nécessaire un réseau national. Comme les périodes de pointe varient, on pourrait transférer les charges d'une région à une autre. Nous pourrions épargner des millions de dollars au titre des frais de l'énergie si nous avions la prévoyance d'aménager un réseau national et de transmettre l'énergie de réserve d'une région à une autre selon les besoins. Pourtant nous sommes là à attendre en 1971 pendant que le ministère ne fait presque rien à cet égard.

Que se passe-t-il? Je vais vous le dire. L'énergie voyage du Nord au Sud. Nous la vendons de l'autre côté de la frontière. Prenons le gaz naturel, par exemple. C'est une de nos meilleures sources d'énergie et une des plus propres. Nous combattons la pollution. Au lieu de vendre tant de gaz au Sud de la frontière, pourquoi ne pas l'utiliser dans tout le Canada pour produire l'électricité de façon propre? Cela contribuerait à la solution de notre problème de pollution tout en utilisant nos ressources au pays. L'absence de politique gouvernementale à cette fin décourage ceux qui depuis longtemps tâchent d'orienter en ce sens la pensée du gouvernement.

Nous avons résolu les difficultés techniques inhérentes au transport de l'énergie électrique sur de longues distances. D'autres pays l'ont fait. On peut transporter l'énergie électrique de l'Est à l'Ouest et de l'Ouest à l'Est.

Une voix: Vraiment?

M. Harding: En effet, il est tard parce que la transmission nord-sud de l'énergie est commencée. Il est tard parce que les gouvernements, comme le gouvernement libéral qui dirige les affaires du pays depuis des années, ne se sont pas rendu compte que le Canada en tirerait des avantages immenses si on mettait davantage l'accent sur l'utilisation à l'intérieur de notre propre pays, et moins sur l'exportation, de nos ressources naturelles, notamment, nos ressources énergétiques. Des études ont été faites, paraît-il, selon lesquelles il serait possible d'installer une grille est-ouest. Nous avons tous entendu parler du couloir médian d'expansion du Canada. Encore une fois, les députés prétendent que nous devrions faire en sorte d'arrêter la poussée vers les villes. Selon eux, la population devrait être répartie de

[M. Harding.]

façon plus régulière. On a prédit que d'ici quelques années, 80 p. 100 de la population canadienne résideraient dans les agglomérations urbaines. Quelle belle occasion de répartir les industries et les terres et d'exploiter d'autres régions du pays. Il faudra de l'énergie électrique, bien entendu, d'où l'importance capitale d'un réseau de distribution est-ouest. Le manque d'activité dans ce domaine nuit au pays en général. Le député qui m'a précédé a déclaré que le projet hydro-électrique de la baie de Fundy est réalisable. Il y a quelque temps, on a calculé que si ce projet était mis à exécution, on épargnerait 100 millions de dollars affectés à l'importation du charbon des États-Unis et, soit dit en passant, il y aurait moins de pollution. Le ministre devrait tenir compte de ces questions. C'est un fait notoire que l'énergie la plus coûteuse au monde est celle qui est utilisée en période de pointe, de sorte que si la charge pouvait être répartie, le coût diminuerait. Je me demande parfois si la question a été suffisamment examinée. De nombreuses mesures peuvent être prises pour réduire la pollution provenant des ressources énergétiques, aider au développement des régions où le chômage est faible, et ainsi de suite.

• (3.30 p.m.)

Un autre problème dont je voudrais parler brièvement, monsieur le président, a trait au pipe-line proposé en Alaska et dans le Nord du Canada. On a posé bien des questions au sujet des recherches effectuées dans le Nord. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de même que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ont déclaré à la Chambre que de nombreuses recherches sont effectuées. Pourtant, nous n'avons toujours pas les détails. Je sais que certaines sociétés pétrolières et certains ministères de l'État ont entrepris des recherches, mais je doute qu'elles aient trait au tort causé par les fuites de pétrole aux poissons et à la faune. Le ministre des Pêches et des Forêts a fait l'autre jour à Vancouver, lors d'un congrès du parti libéral, une déclaration déconcertante. Il a dit «Je suis presque sûr que l'aménagement d'un corridor transcanadien pourrait commencer d'ici 1972». D'après nos renseignements, il est évident qu'il faudra trois ou quatre ans pour savoir avec certitude si un tel oléoduc serait sûr.

Je demande au ministre quels projets on dresse pour protéger la flore et la faune du Nord, qui les dresse, qui en est responsable et où on les établit. Le ministre pourrait certes nous communiquer ces renseignements sur-le-champ ou lorsqu'il prendra la parole au cours du débat. Je puis l'assurer que si nous n'obtenons pas de réponse, nous le harçèlerons jusqu'à ce qu'il nous les donne. J'espère qu'on a adopté plusieurs de ces projets, mais qu'il n'existe pratiquement aucune recherche. Pourtant le ministre et le gouvernement persistent à nous dire que nous avons presque assez de données pour décider si l'on construira l'oléoduc.

L'hon. M. Pepin: Le ministre a dit le contraire.

M. Harding: Nous devons penser à tous les aspects de la question avant de nous engager à construire quelque genre de pipe-line que ce soit. Ce serait un désastre si on devait se rendre compte que ce pipe-line détruirait l'environnement nordique. Nous risquons de commettre des